GAZETTE DES TRIBUNAUX

JOURNAL DE JURISPRUDENCE ET DES DÉBATS JUDICIAIRES.

FEUILLE D'ANNONCES LÉGALES.

ABONNEMENT:

Un Mois, 5 Francs.
 Trois Mois, 13 Francs.
 Six Mois, 25 Francs.
 L'année, 48 Francs.

BUREAUX:

RUE HARLAY-DU-PALAIS, 2,
 au coin du quai de l'Horloge, à Paris.

(Les lettres doivent être affranchies.)

Sommaire.

JUSTICE CIVILE. — Cour d'appel de Paris (2^e ch.) : Surenchère après folle-enchère; ventes judiciaires. — Cour d'appel de Lyon (4^e ch.) : Partage d'ascendant; réduction; composition illégale des lots; simulation et fraude; prescription. — Tribunal civil de la Seine (1^{er} ch.) : Réclamations des héritiers de Puget et de Lowendal contre M. le duc d'Aumale; légitimation des enfants par lettres royales; héritage des Condés. — Tribunal civil de Rouen : Remplacement militaire; société mutuelle d'assurances; rupture par la Révolution de Février des contrats intervenus.

JUSTICE CRIMINELLE. — Cour de cassation (ch. crimin.). — Bulletin : Cour d'assises; application de la peine; questions à l'accusé. — Cour d'assises du Calvados : Assassinat; tentative de meurtre.

CHRONIQUE.

JUSTICE CIVILE

COUR D'APPEL DE PARIS (2^e ch.).

Présidence de M. Cauchy.
 Audience du 20 décembre.

SURENCHÈRE APRÈS FOLLE-ENCHÈRE. — VENTES JUDICIAIRES.
 Une surenchère n'est pas admissible après une adjudication sur folle enchère. (Code de procédure, articles 710 et 742 anciens, 708, 733, 737 nouveaux.)

Dans l'espèce, il s'agissait de biens adjugés une première fois, en 1840, sur poursuite de vente volontaire par suite de conversion de saisie-immobilière, réadjudugés en 1843 par suite de surenchère, et adjugés une troisième fois, en 1848, sur poursuite de folle-enchère.

C'est sur cette troisième adjudication qu'une surenchère avait été faite, conformément à l'article 710 ancien du Code de procédure, par le sieur Grosjean, lequel avait interjeté appel du jugement du Tribunal civil de la Seine qui déclarait cette surenchère inadmissible.

M^{re} Forcade, avocat de l'appelant, a soutenu la recevabilité de la surenchère en s'appuyant sur l'autorité de quelques arrêts anciens, et surtout sur deux arrêts de la Cour de Grenoble (30 avril 1846) qui contredisent en tous points les principes sur lesquels reposent deux arrêts de la Cour de cassation des 10 janvier 1844 et 24 décembre 1845.

Dans le système de l'appelant, la surenchère, dont le principe est consacré par l'article 2187 du Code civil, est une faculté de droit commun, dont l'exercice doit d'autant plus être favorisé, que ses résultats tournent au profit du débiteur et de ses créanciers. Il n'existe dans la loi aucune disposition prohibitive de la surenchère après adjudication sur folle-enchère. En vain on oppose que la vente sur folle-enchère suffit à la satisfaction de tous les intérêts, d'une part, en ce que les créanciers ont le droit de contraindre par corps le créancier fol-enchérisseur au paiement de la différence entre le prix de la première et celui de la seconde adjudication, et d'autre part, en ce que les créanciers ont à s'imputer de ne pas avoir eux-mêmes surenchéri l'immeuble; et, en effet, ce n'est pas un gage bien utile que le droit de contraindre par corps contre un débiteur souvent insolvable, et ce n'est pas au moment où cette insolvabilité vient à se révéler que la surenchère, dans le système que l'on combat, serait insolvable.

La loi, d'ailleurs, ne fait aucune distinction entre la première adjudication et l'adjudication sur folle-enchère, et l'on ne peut, sans ajouter à son silence, restreindre le droit de surenchère sur la première, et le refuser sur la seconde; la première adjudication est censée ne plus exister, la dernière prend sa place, et doit être soumise aux mêmes suites et aux mêmes effets. Enfin on ne peut tirer objection de ce que l'article 742, qui ne s'occupe que des formalités de l'adjudication sur folle-enchère, n'a pas rappelé l'article 710, qui ne contient pas une simple formalité à observer, mais qui reconnaît et consacre un droit, celui de surenchère.

Ces moyens, combattus par M^{re} Blondel, dans l'intérêt des intimés, n'ont pas prévalu.

La Cour, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Chamillard, a statué en ces termes :

« Considérant que l'ancien article 742 du Code de procédure civile, sous l'empire duquel la cause doit être jugée, n'indique point, parmi les articles relatifs à la poursuite de saisie immobilière qui sont applicables à la poursuite de folle-enchère, l'article 710 qui autorise la surenchère du quart; que dès lors cette surenchère ne peut avoir lieu en cas de vente par folle-enchère;

« Confirme. »

COUR D'APPEL DE LYON (4^e ch.).

Présidence de M. Rienscu.
 Audience du 30 août.

PARTAGE D'ASCENDANT. — RÉDUCTION. — COMPOSITION ILLÉGALE DES LOTS. — SIMULATION ET FRAUDE. — PRESCRIPTION.

La prescription de dix ans contre l'action en réduction d'un partage d'ascendant pour atteinte portée à la réserve légale, court, non à partir du jour du partage, mais seulement à partir du décès de l'ascendant. (Code civil, 1079, 1304.)

Les dispositions de la loi qui veulent que chaque lot de partage contienne une égale quantité de meubles et d'immeubles, et que chaque cohéritier puisse demander sa part en nature, ont pour essence même du partage en général (Code civil, 826, 832); en conséquence, le partage par lequel un père attribue à l'un de ses enfants tous ses biens en nature, et réserve à l'autre enfant à une somme d'argent pour son lot, est frappé de nullité, quoique fait par acte entre-vifs, et quoique les deux enfants l'aient accepté formellement.

Le partage d'ascendant peut, comme tout autre contrat de la vie civile, être attaqué pour cause de simulation, de fraude et de dol.

Dans ces deux derniers cas de composition illégale des lots, et de simulation et de fraude, la prescription ne court, comme pour l'action en réduction, qu'à partir du décès de l'ascendant.

Par acte du 5 août 1831, qualifié de donation entre-vifs, le sieur Miraud, notaire à Roanne, fit entre ses enfants le partage anticipé de ses biens. Miraud fils, en sa qualité d'enfant naturel, n'avait droit qu'à un sixième du patrimoine, les cinq autres sixièmes devant revenir à M^{re} Miraud, veuve Houdaille, fille légitime du donateur. Cependant, pour remplir Miraud fils de ses droits, le père lui attribua une grande partie de ses biens immeubles en nature, en le chargeant de payer à M^{re} veuve Houdaille des sommes d'argent pour soulte ou retour de lots. Bien plus, par un autre acte à la date du même jour, 5 août 1831, Miraud fils se fit passer vente par la dame Houdaille de tous les meubles et immeubles qu'elle avait reçus en nature par la voie du partage, de sorte que le lot de cette dernière se trouva en réalité réduit à une somme d'argent. Mais, au commencement de 1847 Miraud père étant venu à mourir, la dame Houdaille songea à revendiquer ses droits, et par exploit à la date du ... elle assigna Miraud fils devant le Tribunal de Roanne, aux fins de voir déclarer nul et de nul effet les actes du 5 août 1831, voir dire en outre qu'il serait procédé à un nouveau partage.

C'est dans ces circonstances que se sont présentées les questions importantes que nous venons de transcrire ci-dessus.

On sait que, d'après la jurisprudence, deux sortes d'actions sont ouvertes contre les partages d'ascendants : l'action en rescision pour cause de lésion, qui tend à l'annulation d'un partage entaché d'inégalité, et l'action en réduction, qui a simplement pour objet de faire réduire dans les limites de la quotité disponible la libéralité intentionnellement faite à l'un des co-partageans. Les auteurs et les arrêts sont presque unanimes pour faire courir la prescription de l'action en rescision du jour même du partage, et non pas seulement du décès de l'ascendant; mais il y a grande controverse sur le point de départ de la prescription de dix ans lorsqu'il s'agit de l'action en réduction : d'après la chambre des requêtes, le point de départ c'est le partage; d'après la chambre civile, c'est le décès de l'ascendant. C'est ce dernier système que le Tribunal civil de Roanne, puis la Cour de Lyon, ont adopté.

« Considérant que la dame veuve Houdaille demande le partage de la succession du sieur Louis Miraud, père commun, et qu'elle prétend que cette succession doit comprendre notamment divers immeubles désignés dans ses conclusions comme ayant été le patrimoine du père, et aussi d'autres immeubles qui auraient été acquis au nom du défendeur depuis 1830; ou du moins la valeur de ces derniers immeubles;

« Considérant qu'à ces prétentions le défendeur oppose que, par acte reçu, M^{re} Lethier et son collègue, notaires, le 5 août 1831, le père commun aurait fait entre ses deux enfants le partage anticipé de ses biens sous diverses conditions, et spécialement sous la réserve de l'usufruit, que la dame Houdaille devenue par le partage précipitaire du mobilier qui garnissait la maison du père, et d'un domaine appelé Rochefort, plus de deux sommes de 8,000 francs chacune, aurait, le même jour 5 août 1831 et devant les mêmes notaires, consenti vente à lui son frère, du mobilier et du domaine; qu'au moyen de ces deux actes les biens y mentionnés ne doivent pas entrer dans le partage demandé; M. Miraud soutient aussi quant aux acquisitions faites en son nom qu'elles lui appartiennent bien légitimement, en ayant payé le prix avec le produit de son industrie, de son travail et de son exercice de notaire; cependant en ce qui concerne le prix de l'immeuble notaire attribué dans le partage de 1831 au lot de M^{re} Houdaille, et que l'acte énonce avoir été payé par lui à la dame Houdaille, le défendeur déclare qu'à la vérité le paiement a été fait avec des deniers provenant du père commun, et il offre d'en faire rapport à la masse héréditaire avec intérêt à compter du décès du père;

« Considérant que les prétentions opposées des parties présentent donc à décider quelle sera l'efficacité et valeur des deux actes du 5 août 1831;

« Considérant que la dame veuve Houdaille soutient qu'en réalité ces deux actes doivent être réputés n'en constituer qu'un seul et même, et comme ayant eu pour objet de consacrer un concert formé par les volontés du père et du fils pour frustrer d'une partie considérable des droits que la loi lui réservait dans la succession du père, et pour avantager le fils au-delà des bornes légales;

« Considérant que la dame Houdaille critique ces actes, et demande qu'ils soient déclarés sans effet et valeur, comme entachés de lésion, comme nuls, pour cause de violation des règles essentielles des partages, comme fruit du dol, de la fraude et de la simulation, et enfin, comme sujets à réduction pour excès dans leurs dispositions;

« Considérant que le défendeur répond que ces deux actes sont très distincts l'un de l'autre; que le premier contient seulement les conventions arrêtées entre le père et ses enfants, c'est-à-dire le partage par le premier de ses biens entre les derniers; et que, dans le second, les deux enfants ont seuls, et sans le concours du père, pactisé entre eux deux; que la dame Houdaille a vendu bien volontairement et librement son lot à son frère, le défendeur répond aussi que l'action en rescision, pour cause de lésion, est la seule susceptible d'attaquer un partage d'ascendant; qu'au surplus, toute autre action dirigée contre le contrat, quelle que soit la dénomination qu'on lui donne, est prescriptible; ainsi que celle pour cause de lésion, à partir même du jour du partage et par le laps de dix ans; qu'à raison de la nature propre de ce partage, tous droits pour l'attaquer sont ouverts et peuvent être exercés dès le jour même du partage, et se prescrivent par dix ans; que c'est ce qu'aurait décidé la Cour de cassation et plusieurs Cours d'appel; qu'il n'y a pas lieu de distinguer dans l'article 1079 deux actions distinctes; celle en rescision pour cause de lésion, se prescrivant par dix ans, à partir du partage, et celle en réduction ne s'ouvrant qu'au décès de l'ascendant; que la dame Houdaille aurait ratifié le partage par la vente qu'elle a faite de son lot de sa pleine volonté, sans influence du père et sans aucune contrainte morale, et encore par le temps écoulé; qu'en admettant que l'ascendant eût loti ses enfants également des diverses natures de biens, l'exécution du partage, pendant près de seize ans, aurait couvert la nullité résultant de l'observation de la règle;

« Considérant que, dans le premier acte du 5 août 1831, le sieur Miraud père compose d'abord la masse des biens qu'il entend partager; que cette masse comprend : 1^o Une propriété bâtie par lui, consistant 1^o en une maison bourgeoise, bâtiments ruraux, jardin, cour clos de murs, remise, pré, pâture et vignes contigus; 2^o en un vigneronnage séparé du premier article par le chemin de Perreux à Monatgny; 3^o en une vigne et terre appelées du Canal; 4^o en une vigne appelée de Montgerin; ladite propriété garnie de quatre caves et d'un pressoir avec tous ses accessoires; elle est évaluée au revenu de 800 fr., et en capital à la somme de 16,000 fr. En second lieu, la masse comprend le domaine appelé Rochefort, évalué au revenu de 1,050 fr. et au capital de 21,000 fr. En troisième lieu figure, dans la masse un mobilier garnissant le domicile de l'ascendant évalué à 13,000 fr., et enfin une somme de 8,000 fr. due au donateur par son fils pour prix de l'office de notaire. La masse générale ainsi composée

donne la somme de 48,000 fr., sur laquelle le sieur Miraud père explique qu'en vertu de l'art. 757 du Code civil, il revient à son fils un sixième, soit 8,000 fr.;

« Considérant, qu'après avoir exprimé qu'il donnait la masse de son patrimoine à ses deux enfants et venant à la diviser entre eux, il déclare vouloir et entendre que le fils ait pour son lot tous les immeubles composant le premier article de la donation, et attendu que la valeur excède de 8,000 fr. la part revenant au fils; le père considérant que quoique ces immeubles soient divisés en plusieurs ténements, ils ne forment ensemble qu'un seul corps de biens et que leurs divisions en deux lots égaux est impraticable ou serait préjudiciable; il charge son fils d'un retour de 8,000 fr. Et pour former le lot de 40,000 fr. affectant à la dame Houdaille, le père lui assigne le domaine de Rochefort évalué à 21,000 fr.; 2^o le mobilier évalué à 13,000 fr.; 3^o les 8,000 francs dus par le fils pour le prix de l'office de notaire; 4^o les 8,000 fr. de retour dus par le fils;

« Considérant que les articles 826 et 832 du Code civil veulent que chaque lot de partage contienne une quantité égale de meubles et d'immeubles, et que chaque cohéritier puisse demander sa part en nature; que les parages faits par les ascendants, soit par actes entre-vifs, soit par testament, ne sont pas affranchis de ces règles qui sont de l'essence même de ces partages en général; qu'en disant dans l'art. 1079 du Code civil que le partage fait par les ascendants pourrait être attaqué pour cause de lésion de plus du quart, le législateur a bien indiqué qu'ils étaient soumis aux règles des partages ordinaires des successions; qu'au surplus la Cour suprême l'a ainsi décidé expressément ainsi qu'on le verra tout à l'heure;

« Considérant que le sieur Miraud père enfreint cette règle essentielle, en attribuant à son fils, pour le remplir d'une valeur de 8,000 fr., des immeubles évalués à 16,000 fr.;

« Considérant que c'est avec peu de raison qu'il explique que les immeubles assignés à ce lot sont impartageables en deux lots égaux; car, d'une part, il n'y avait pas de motif pour examiner si l'on pouvait en faire deux lots égaux. D'autre part, les immeubles ruraux pouvaient évidemment être détachés du manoir paternel sans aucune difficulté et sans dommage appréciable. La chose était d'autant plus praticable que le corps de vigneronnage est séparé par un chemin de grande communication des fonds joignant au manoir, et que les vignes et terre du Canal, et la vigne de Montgerin n'y sont pas annexées d'une manière plus intime. Enfin, le lot du fils aurait pu aisément être composé d'une part d'au res immeubles dans la proportion de ses droits. C'est donc sans nécessité et sans un motif suffisant que le père a placé sur la tête de son fils un lot d'immeubles d'une valeur double de ses droits;

« Considérant qu'il est plus naturel qu'en donnant sa maison d'habitation, le père y annexât le mobilier qui la garnissait, plutôt que d'y adjoindre un corps de vigneronnage et des vignes détachées qui n'étaient point une dépendance de cette maison et pouvaient, sans inconvénient grave, en être séparées; qu'en procédant comme il pouvait et aurait dû le faire, le père aurait fait entrer dans le lot du fils des immeubles, et il se serait moins mis en opposition avec la règle des partages;

« Considérant que cette règle ne dirigeant pas les opérations du sieur Miraud père, il eût été moins extraordinaire qu'il eût loti son fils avec les 8,000 fr. que celui-ci devait pour prix de l'office, plutôt que d'attribuer cette même somme au lot de la fille, outre les 8,000 francs de soulte;

« Considérant que les stipulations qui viennent d'être relevées de ce premier acte du 5 août 1831, indiquent déjà l'intention du père, de réunir dans les mains de son fils tout son patrimoine en nature, et de réduire sa fille à un lot de 40,000 fr. purement pécuniaire, et que le père a voulu traiter le fils de sa prédilection bien plus favorablement qu'il ne lui était légalement permis, les autres stipulations dont on va parler rendent l'intention bien plus manifeste encore;

« Considérant, en effet, que dans l'acte, il a été stipulé que la somme due par le fils pour soulte ou retour de lot ne serait payable à la fille qu'un an après le décès du père, et que celui-ci entendait que le partage qu'il venait de faire fût définitif, et qu'en cas de contestation il voulait que la plus-value ou lésion, s'il en existait dans un des lots, appartint à celui au profit duquel elle existerait, lui en faisant don à titre de préciput; stipulations absolument impuissantes à l'encontre du sieur Miraud fils, et ne pouvant avoir pour objet que de fermer à la dame Houdaille l'accès à toute attaque contre le partage;

« Considérant encore qu'il a été dit dans cet acte que le sieur Miraud fils avait payé à l'instant à la dame Houdaille la somme de 8,000 francs le prix de l'office de notaire; et dans ses conclusions, comme à l'audience, le sieur Miraud a reconnu et déclaré que ce paiement avait été fait non de ses deniers, mais de ceux du père; et qu'il en offrait le rapport;

« Considérant que c'est bien fictivement qu'il a été dressé le même jour, 5 août 1831, un second acte sous la forme d'une vente que la dame Houdaille aurait faite à son frère du mobilier et du domaine assignés à son lot, cet acte ne doit être réputé que la consommation du concert arrêté dès avant le partage ou au moment du partage; qu'une des conditions dudit partage et l'exécution de la volonté du père de transmettre tout son patrimoine en nature sur la tête de son fils, et de réduire sa fille à une somme d'argent, cet acte et l'autre acte contenant donation et partage, ne font évidemment qu'un tout indivisible sous le rapport des intentions des parties, la raison se refuse à une interprétation différente;

« Considérant que la démonstration est fortifiée encore par les circonstances suivantes, d'abord il a été reconnu comme constant que les minutes des deux actes du 5 août 1831 sont écrites de la main de M. Miraud fils, ce qui induit à penser qu'elles ont été apportées, rédigées à l'avance, au notaire Lethier, pour qu'il leur donnât l'authenticité; ensuite la dame Houdaille n'aurait pas eu entre les deux actes un instant pour vérifier elle-même la valeur du domaine assigné à son lot, et pour en débattre le prix avec l'acquéreur, elle aurait vendu précipitamment pour le prix capital fixé par le père, tant au mobilier qu'au domaine. Elle s'est donc soumise absolument au jugement de son père, et a accepté pour son lot la somme de 40,000 francs en numéraire;

« Considérant encore que le paiement du prix de la vente étant renvoyé à trois termes échéant d'année en année, le premier seulement au bout d'un an après le décès du père, et les intérêts ne courant qu'à dater de ce décès, il n'apparaît aucun motif déterminant pour que la dame Houdaille vendit dès le jour même du partage;

« Considérant que les deux actes du 5 août étant réputés avoir été concertés pour accomplir la volonté qu'avait le sieur Miraud de faire passer en nature tous ses biens immeubles et le mobilier garnissant son habitation sur la tête de son fils, et de ne donner à sa fille qu'un lot purement pécuniaire, il reste à apprécier la valeur de ces actes;

« Considérant que l'article 1076 du Code civil porte que les père et mère peuvent faire entre leurs enfants le partage de leurs biens par actes entre-vifs ou testamentaires, avec les formalités, conditions et règles prescrites pour les donations entre-vifs ou testamentaires;

« Considérant que le partage d'ascendants renferme donc deux dispositions distinctes, savoir : une donation avec les conditions et règles propres à cette espèce de dispositions, et un partage ou distribution des biens donnés; l'ascendant donne d'abord, puis il divise; la première disposition est la

cause, et la seconde est l'effet;

« Considérant qu'en conséquence du double caractère de ce contrat, l'article 1079 dispose que le partage d'ascendants peut être attaqué pour cause de lésion de plus du quart, ce qui est une condition légale de tout partage; qu'il peut l'être aussi par la voie de la réduction en cas que l'ascendant ait excédé la quotité disponible, ce qui est une condition légale de la donation;

« Considérant que, tout en partageant avec l'intention de faire à chaque enfant une part égale, le père a pu tromper involontairement sur la valeur respective des lots; en ce cas, l'on comprend que l'action en rescision n'accusant nullement la volonté du père, ne lui faisant aucune injure, elle puisse s'exercer et se prescrire à compter du partage même, ainsi que l'ont jugé plusieurs arrêts, même de la Cour suprême; mais si ces actes du 5 août 1831 doivent s'entendre devant d'autres attaques, il serait fâcheux de discuter l'action en rescision pour cause de lésion;

« Considérant que l'action en retranchement, en cas d'excès, ne saurait être soumise à une prescription commençant au jour du partage; en effet, les articles 929 et 822 du Code civil établissent nettement que ce n'est qu'à l'ouverture de la succession de l'ascendant que les dispositions entre-vifs qui excèdent la quotité disponible sont réductibles. Or l'article 1079 soumet le partage fait par l'ascendant à cette condition et règle des articles précédents;

« Considérant que le père n'est pas forcé par la loi à faire à ses enfants une libéralité de son vivant; que si l'un d'eux était recherché par un autre enfant sous le prétexte qu'il aurait trop reçu et l'autre pas assez, le premier serait bien fondé à répondre que la part assignée à l'autre est encore plus forte que le père n'était obligé de la faire; l'action du demandeur, dès lors, manquerait de fondement, car la loi n'accorde de réserve que sur la succession; il doit donc attendre que la succession s'ouvre. Jusque là les enfants sont non recevables à se plaindre de dispositions de leur auteur; leur action ne prend naissance qu'avec leur qualité d'héritiers;

« Considérant qu'à ce principe, le défendeur oppose bien un arrêt de rejet de la Cour de cassation, en date du 4 février 1845, qui a jugé que l'action en réduction pour cause d'excès en parage d'ascendant, se prescrit à compter du jour du partage, de même que l'action en rescision pour cause de lésion; mais que la doctrine de cet arrêt est vigoureusement combattue par les conclusions de l'avocat-général Pascalis, à la suite desquelles est intervenu, le 30 juin 1847, un nouvel arrêt de la Cour suprême, qui a décidé que la prescription contre l'action en retranchement ne commençait à courir qu'à l'ouverture de la succession;

« Considérant qu'il est difficile de comprendre qu'il en puisse être autrement en présence des articles 920, 922, 1076 et 1079 du Code civil;

« Considérant que le partage d'ascendant peut, outre les actions en rescision pour cause de lésion et en retranchement pour excès, être critiqué pour un autre vice qui attaque sa substance même;

« Considérant qu'ainsi qu'on l'a dit déjà, les articles 826 et 832 du Code civil veulent que chaque lot de partage contienne une égale quantité de meubles et d'immeubles, et que chaque cohéritier puisse demander sa part en nature;

« Que les partages d'ascendants ne sont affranchis par aucune loi de cette règle, qui est de l'essence du partage en général; que l'article 1079 assimile bien le partage d'ascendant au partage entre cohéritiers en admettant aussi l'action en rescision pour cause de lésion; que c'est aussi ce que la Cour suprême a jugé le 11 mai 1847, par un arrêt de cassation, et elle l'avait jugé déjà par un arrêt précédent, de même que diverses Cours d'appel. Le partage par lequel un père attribue à l'un de ses enfants tous ses biens en nature, à la charge par lui de payer à un autre enfant une somme d'argent pour son lot, est donc frappé de nullité, quoique fait par acte entre-vifs, et quoique les deux enfants l'aient accepté formellement; l'arrêt du 11 mai 1847 s'est expressément prononcé sur cette dernière circonstance.

« Considérant que, indépendamment des vices qui affectent plus spécialement le partage fait par l'ascendant, tels que la lésion, l'excès dans la disposition, l'inégalité des lots dans la nature des biens, ce partage peut comme tout autre contrat être attaqué pour cause de simulation, de fraude et de dol;

« Considérant que la dame veuve Houdaille reproche à celui qui fait par son père non seulement de contenir lésion à son préjudice, exès dans la disposition en faveur de son frère, et distribution inégale dans la composition des lots, mais aussi simulation et fraude pratiquées à son détriment;

« Considérant que les différentes stipulations renfermées dans les actes du 5 août 1831 indiquent assez que le père a voulu favoriser son fils et l'avantager au-delà des limites légales au préjudice de sa fille; mais que cette preuve résulte irréfutable de la quittance de 8,000 fr. passée par la dame Houdaille à M. Miraud fils dans l'acte de donation, quoique celui-ci soit obligé de reconnaître que c'est le père qui a payé de ses deniers, l'acte est donc infecté de simulation en ce point, et l'acte fait sous la forme d'une vente est également et illégalement simulé, ainsi qu'on l'a démontré plus haut; il est donc justifié qu'il y a eu simulation, fraude et dol concertés et exécutés entre le père et le fils pour faire fraude à la loi et aux droits de M^{re} Houdaille;

« Considérant que les mêmes raisons qui font décider que l'action en réduction, en cas d'excès dans la disposition, ne s'ouvre et ne commence à se prescrire qu'au jour du décès du disposant, militent avec une égale force dans le cas où le partage fait par un ascendant est attaqué comme contraire aux règles qui veulent que chaque lot renferme une égale quantité de meubles et d'immeubles, ou comme entaché de simulation et de fraude;

« Considérant, en effet, qu'attaquer le partage pour cause de nullité, résultant de ce que l'ascendant aurait attribué à l'un des descendants tous les biens en nature, et à un descendant une somme d'argent pour son lot, ou bien de ce qu'il aurait pratiqué de la simulation et de la fraude pour diminuer les droits légaux de ce dernier, c'est accuser l'ascendant d'avoir violé sciemment et volontairement une loi inviolable, et de s'être rendu coupable d'une injustice et d'une préférence abusive au détriment de l'un de ses enfants. Cet enfant ne pourrait donc pas, tant que le père vit, demander justice, demander réparation du dommage injustement souffert, sans vituperer la conduite de son père, sans manquer par conséquent au respect et à l'affection qu'il lui doit, et il ne pourrait pas cependant se taire sans sacrifier ses intérêts; tellement que tout l'avantage serait pour l'enfant irrespectueux, intéressé; et tout le désavantage pour celui qui serait dominé par la pitié filiale. Ces considérations suffiraient bien pour faire admettre que l'enfant mal partagé ne doit, ne peut se plaindre d'inefficacité qu'après la mort de son auteur;

« Considérant, d'ailleurs, que la loi spéciale sur les partages faits par les ascendants, gardant le silence sur le moment où naît pour l'enfant maltraité l'action en réparation du préjudice, ce silence doit être interprété par le droit commun qui n'ouvre à l'enfant d'action pour réclamer les biens que la loi lui réserve, qu'au moment où la succession s'ouvre; qui, en d'autres termes, attache l'action en réparation au ti-

ve d'héritier. Toute action intentée avant l'ouverture de la succession manquerait de liberté, et serait empreinte d'une couleur d'immoralité; elle serait d'autre part non recevable, le père ne doit avant sa mort à son enfant aucune part de ses biens;

» Considérant que les actes de 1831 devant être anéantis, il y a lieu d'ordonner un nouveau partage qui embrasse tous les biens laissés par le sieur Miraud père, tant ceux compris dans lesdits actes que tous autres biens;

» Considérant que le défendeur ne serait recevable à compléter en argent le lot de la demanderesse que dans le cas où le partage serait combattu seulement par l'action en rescision pour cause de lésion;

» Considérant qu'à l'égard de la consistance des biens autres que ceux énoncés dans ces actes, la dame Houdaille demande à faire entrer ceux achetés sous le nom du sieur Miraud fils, de même que divers valeurs qu'elle accuse celui-ci d'avoir détournés à son profit, mais que ces questions et toutes autres concernant les consistances du patrimoine paternel se représenteront plus opportunément lors de la composition de la masse des biens à partager, composition pour laquelle les parties doivent être renvoyées devant notaire, et le Tribunal statuera ensuite sur les difficultés qui pourront s'élever devant le liquidateur;

» Par tous ces motifs, le Tribunal prononce, sans s'arrêter ni avoir égard aux actes passés, le 5 août 1831, devant le notaire Lethier et son collègue, entre le sieur Miraud père et Miraud fils et la dame Houdaille, l'un contenant donation et partage par le père à ses enfants, et l'autre ayant la forme d'une vente par la dame Houdaille au sieur Miraud fils, lesquels sont déclarés nuls et de nul effet comme violant les règles essentielles des partages, soit comme entachées de simulation et de fraudes pratiquées pour frustrer la dame Houdaille d'une partie plus ou moins considérable de sa réserve légale, que partage sera fait des biens laissés par le sieur Miraud père pour en être relâché au sixième à Miraud fils, défendeur, et cinq autres sixièmes à la dame Houdaille, avec restitution des fruits des immeubles et intérêt des facultés mobilières à compter du jour du décès du sieur Miraud père, et avec intérêts des intérêts et fruits à compter de la demande introductive d'instance; que les biens à partager comprendront tous ceux qui ont fait l'objet des actes du 5 août 1831, comme tous autres biens non compris dans ces actes, faisant ou devant faire partie de la succession de Miraud père; à l'effet d'estimer les immeubles et les fruits d'iceux et d'indiquer s'ils sont partageables et quels lots on pourra en former, eu égard aux droits respectifs des copartageants, le Tribunal nomme pour experts les sieurs Lorange, Rivière neveu et Vial géomètres, pour le cas où les parties n'en conviendraient pas dans le délai de la loi; le Tribunal renvoie les parties devant M^{rs} Dusauzey, notaire à Roanne, devant lequel elles procéderont aux comptes qu'elles pourront se devoir, à la formation de la masse générale, la composition des lots et autres opérations de partage, renvoie les parties à articuler et contester devant cet officier sur les consistances des biens à partager, la question de savoir si ceux achetés sous le nom de sieur Miraud fils, doivent ou non faire partie de la masse à partager, et pour toutes questions de spoliation et de détournement de valeurs de la succession, le Tribunal nomme M. Rivière, juge-commissaire au partage et réserve les dépens pour statuer ultérieurement.» (Plaidants, M^{rs} Vincent de Saint-Bonnet et Perras, avocats.)

TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE (1^{re} ch.)

Présidence de M. de Belleyme.

Audience du 22 décembre.

RECLAMATIONS DES HÉRITIERS DE PUGET ET DE LOWENDAL CONTRE M. LE DUC D'AUMALE. — LÉGITIMATION DES ENFANS PAR LETTRES ROYALES. — HÉRITAGE DES CONDÉ.

M^{rs} Liouville, avocat de M^{rs} Lowendal, expose ainsi les faits :

Je me présente pour une famille à laquelle on a enlevé une grande succession, et je dois dire de suite au Tribunal par quelles circonstances notre réclamation est intentée aujourd'hui contre l'administrateur des biens de M. le duc d'Aumale. Il s'agit de la famille des Condé.

Au milieu du dix-huitième siècle, le comte de Charolais, de la maison de Condé, avait conçu une vive affection pour une demoiselle Caron de Lassone, et deux enfants étaient venus bientôt cimenter les liens qui unirent toute leur vie le prince et la demoiselle Caron. Il nous paraît même plus que probable qu'un mariage secret rendit moins pénible à la demoiselle Caron la position fautive qu'elle avait dans la maison du prince. Quoiqu'il en soit, à la mort du comte de Charolais, ses enfants naturels furent élevés par la famille de Condé et la demoiselle Caron se retira au couvent des Dames-Anglaises, pour y vivre dans la pratique de la plus fervente religion.

Au décès du comte de Charolais, on avait liquidé sa succession, et, sans prendre conseil de la demoiselle Caron, le prince de Condé, le comte de Clermont et la princesse de Conti, qui était aussi Condé, se partagèrent les biens à titre de plus proches parents dans la ligne collatérale. Cette liquidation, il faut le reconnaître, ne fit pas oublier aux héritiers du comte, la réalisation d'un vœu qu'il avait souvent manifesté pendant sa vie et dont il leur laissait le soin, je veux parler de la légitimation des deux jeunes filles auxquelles la demoiselle Caron avait donné le jour; en 1769, des lettres de légitimation furent signées par le roi et les deux jeunes filles furent appelées à jouir des droits et avantages des enfants nés en légitime mariage. Ce sont ces avantages que nous venons réclamer aujourd'hui, car alors, les princes de Condé s'occupant peu de leurs affaires, et personne ne revendiquant les droits que les lettres royales reconnaissent aux filles du comte de Charolais, ses biens restèrent dans le domaine des Condé.

A l'époque du mariage des filles de la demoiselle Caron, il fut bien question des biens du comte de Charolais, des droits que nous revendiquons aujourd'hui, mais d'une façon si incomplète et si nuisible à nos intérêts, que je ne sais si j'eusse en parler.

Le 16 décembre 1769, la veille du mariage de l'aînée avec le comte de Puget, le prince de Condé intervint au contrat de mariage pour doter la future épouse avec les sommes provenant d'un fidé-commiss confié à ses soins par le comte de Charolais : c'était un tiers de l'intérêt qu'avait le prince dans les poudres et salpêtres, et les deux tiers de l'intérêt qu'il avait pris dans la ferme de l'octroi de Paris; c'était encore différentes valeurs qui, réunies, représentaient un capital de 450,000 livres environ. Quant à la succession du comte de Charolais et à la part qui revenait à sa fille légitimée, pas un mot.

La puissance de la maison de Condé, qui mettait à sa discrétion les filles du comte de Charolais, se fit encore sentir à notre préjudice au moment de la mort du comte de Clermont; elles devaient venir à la succession par le droit de représentation que leur attribuait le droit commun de la France, et notamment la Coutume de Paris, leur réclamation fut écartée, et la mère ne put faire autre chose que de protester contre cette spoliation.

La cadette des filles du comte épousa vers ce temps-là le comte de Lowendal, de la famille royale de Danemarck, et qui devait être le père de cet illustre maréchal qui prit Maestricht et Berg-op-zoom pour la France. Dans le contrat de mariage, nous remarquâmes la même intervention réparatrice que dans celui de la comtesse de Puget; quant aux droits successoraux, même silence du côté des Condé, même résignation du côté de la future épouse et de sa mère.

Les événements politiques de la fin du siècle dernier vinrent reculer le temps de toute réclamation, mais dès que la famille des Bourbon vint occuper le trône de France et que les Condé y rentrèrent avec leurs biens restitués, les filles du comte de Charolais résolurent de réclamer catégoriquement la fortune que la légitimation leur assure et qui s'est confondue dans le riche patrimoine de la famille de Condé. La mort de la comtesse de Lowendal suspendit bientôt nos diligences; elles ont été reprises en 1845 après le refus formel que nous avons reçu de l'administration des biens de M. le duc d'Aumale, héritier des Condé, d'accepter nos réclamations.

Je dois mettre cette lettre sous les yeux du Tribunal, elle explique fort nettement quelles sont nos prétentions et le cas qu'on en fait.

« Paris, 25 août 1848.

» Madame la baronne,

» Monseigneur le duc d'Aumale m'a communiqué une lettre

qu'il a reçue de vous, à la date du 23 mai dernier, avec un mémoire qui y était joint; il m'a chargé d'en faire l'examen et d'avoir l'honneur de vous répondre.

La réclamation que contient votre lettre avait déjà été soumise aux conseils de S. A. R. pendant sa minorité. Elle avait été formée par MM. de Puget et d'Arbel, et il ne s'était élevé aucun doute sur l'impossibilité de l'accueillir. Le droit public du royaume refusait aux enfants naturels légitimés par lettres du prince, la faculté de succéder aux biens de leurs père et mère naturels. Ainsi, au moment où les filles naturelles de M. le comte de Charolais reçurent le bénéfice de cette légitimation, qui avait pour seul but d'effacer, sous le point de vue de l'honneur, la tache de la naissance, et qui ne modifiait en rien les rapports de famille et de successibilité, il n'existait pas en France un Tribunal qui n'eût repoussé leur prétention, si elles l'avaient manifestée, de prendre part, à titre de droit, aux biens de leur père naturel. Quarante-cinq ans se sont écoulés depuis cette époque. Les choses sont restées dans l'état où les avaient placées la législation du royaume, les usages universellement reçus et les mœurs publiques. Seulement le prince de Condé, exécutant avec fidélité les dispositions fidé-commissaires de M. le comte de Charolais en faveur de ses filles naturelles, remit à Mesdames les comtesses de Puget et de Lowendal, par leurs contrats de mariages, les sommes qui leur avaient été destinées et qu'il avait notablement augmentées par des intérêts à sa disposition dans le marché des poudres et salpêtres et dans la ferme des octrois municipaux.

» Dans cet état de choses, il est évident que les biens de M. le comte de Charolais, autres que ceux volontairement donnés par M. le prince de Condé à M^{rs} de Puget et de Lowendal, ont été très légitimement transmis à la maison de Condé, à laquelle ils appartenaient d'ailleurs dans l'origine, et qu'aucun motif, de droit ou de conscience, ne peut obliger Monseigneur le duc d'Aumale, à qui ils ont été donnés après soixante-dix ans une possession non contestée, à en faire l'abandon.

» Déjà, M^{rs} la baronne, ces raisons ont paru décisives à MM. de Puget et d'Arbel, j'ai l'espoir qu'elles vous convaincront aussi; et que, si votre honorable position de famille donne à M. le baron de Luizerode ou à vous le désir d'établir quelques rapports avec Mgr le duc d'Aumale, vous chercherez à les faire naître par une autre voie que celle d'une contestation qui serait dépourvue de fondement.

» Agréez, Madame la baronne, mes hommages respectueux,

» Le pair de France,

» Administrateur général des biens et domaines de S. A. R.,

» Signé : LAPLAGNE-BARRIS.

M^{rs} Liouville conteste l'exactitude des autorités judiciaires qu'invoque M. l'administrateur; il est vrai qu'à une certaine époque la légitimation obtenue par lettres du roi n'avait pour effet que de régler la capacité civile, le rang nobiliaire, et ne modifiait en rien l'exclusion prononcée contre la bâtardise dans toutes les successions; mais cette restriction, imposée à l'autorité des lettres royales, ne s'est pas conservée dans la jurisprudence du Parlement. Demandée par les héritiers collatéraux du comte de Charolais en faveur de leurs nièces, il n'est pas possible d'admettre que les lettres royales ne produisent pas tout leur effet.

J'ai vu dans les conclusions de nos adversaires le mot de prescription; je ne veux pas croire que ce moyen ait été présenté avec l'assentiment de mon honorable adversaire; je ne plaiderai pas sur ce point.

M^{rs} Billault : Vous pouvez plaider la prescription...

M^{rs} Liouville : J'en suis fâché pour M. le duc d'Aumale, elle n'est pas faite pour des hommes honorables, elle n'est pas faite pour la famille d'Orléans, et ce n'est pas contre des adversaires comme ceux que nous représentons qu'on peut venir hautement invoquer ce moyen. Ce n'est pas pour eux que Cassiodore a dit qu'elle était la patronne du genre humain. Nous combattons par la prescription, serait un scandale, et j'espère que le Tribunal jugera qu'elle est ici mal invoquée en raison des interruptions nombreuses qu'elle a subies la procédure. En fait et en droit, les héritiers de Puget et de Lowendal sont recevables et bien fondés dans leur demande.

M^{rs} Billault, au nom de l'administrateur des biens de M. le duc d'Aumale :

Messieurs, cette affaire serait vite appréciée et jugée en notre faveur, si je m'attachais à l'exception de prescription dont vient de parler notre adversaire; mais avant de vous dire qu'elle suffit dans la cause pour repousser la prétention étrange que vous venez d'entendre, j'ai besoin de relever les inexactitudes nombreuses qui ont été commises dans l'intérêt contraire. Le comte de Charolais est mort en 1760, laissant deux filles naturelles; il est vrai qu'elles n'ont pas été appelées à sa succession; mais avant de vous dire qu'elles en étaient formellement exclues, permettez-moi de vous prévenir contre la pensée que vous pourriez avoir qu'il s'agit d'une succession qui se compte par millions. S'il s'agit de millions dans cette affaire, c'est des millions de dettes que la famille de Condé a dû payer; si bien qu'en définitive cette opulente fortune, acceptée sous bénéfice d'inventaire, se résume en 180,000 livres environ, d'actif net et clair.

Permis aux filles de M^{rs} Caron d'oublier ce fait important; mais elles devraient se rappeler que le prince de Condé a bien voulu prendre soin d'elles, les marier, les doter et outrepasser de beaucoup et la valeur de la succession du comte de Charolais, et le montant du fidé-commiss institué en leur faveur. Quant au mariage de ces jeunes filles, qui tenaient de si près aux Bourbons, vous savez par quelles munificences la famille de Condé a fait remarquer son intervention; il serait bon d'ajouter que, pour M^{rs} de Lowendal, on fit mieux encore que pour l'aînée, et que la bonté du roi, provoquée par la famille de Condé, augmenta la dot de 250,000 livres, en bons écus comptant. En présence de ces faits, je demande s'il convient, au nom de nos adversaires, de prendre un ton amer et d'oublier les dots et libéralités de la famille des Bourbons?

Un moment suspendue par les événements de la révolution française, la protection de la famille royale s'étendit de nouveau sur les filles du comte de Charolais dès les premiers jours de la Restauration. Une pension de 2,000 francs par an est accordée par Louis XVIII, et en même temps une demande de secours est adressée au prince de Condé lui-même. Pourquoi cette demande, cette main tendue à la charité du prince, s'il n'avait si catégoriquement les droits qu'on invoque aujourd'hui? Il n'y avait plus alors de crainte révérentielle à observer, de Bastille, de lettre de cachet à craindre. C'était le moment d'adresser une demande au conseil du prince, et, sur son refus d'y avoir égard, de saisir la justice de vos griefs. Qu'avez-vous fait? Vous demandez une pension?

Examinons donc les droits que vous invoquez aujourd'hui. Il est vrai qu'en 1821, un honorable avocat a présenté une réclamation au conseil du prince de Condé, mais nous apportons au Tribunal les procès-verbaux des séances du conseil, et ils constatent que la réclamation a été jugée mal fondée, même par l'organe des dames de Lowendal et de Puget. Ajoutez maintenant d'invoquer la prescription et de dire qu'après cet examen circonstancié de la difficulté et l'acquiescement tacite que vous avez donné aux conclusions prises par le conseil du prince, il faut en finir avec ce procès et s'appuyer sur toutes les raisons qui annulent une action si mal à propos ressuscitée.

Pour le duc d'Aumale, je me bornerai à dire que le prince, dans cette affaire, a voulu suivre l'exemple que lui avait donné le prince de Condé; il a ordonné qu'on examinât de nouveaux les titres, a promis d'y faire droit s'ils étaient fondés, et, dans tous les cas, de suivre l'exemple de générosité que lui avait laissé son parent quand on invoquait auprès de lui le nom de Condé.

On n'a pas invoqué le nom de Condé; on a parlé de droits, de titres; leur appréciation nous paraît erronée. M^{rs} Billault combat les arguments présentés par son adversaire et conclut en demandant au Tribunal de rejeter la demande qui lui est soumise.

Après avoir entendu M^{rs} Berit, dans l'intérêt de M. de Puget et les répliques de M^{rs} Liouville et Billault, le Tribunal a remis à huitaine pour prononcer le jugement. Nous en rendrons compte.

TRIBUNAL CIVIL DE ROUEN.

(Correspondance particulière de la Gazette des Tribunaux).

Présidence de M. Conse, juge.

Audiences des 27, 28 novembre, 4, 5 et 18 décembre.

REMPLACEMENT MILITAIRE. — SOCIÉTÉ MUTUELLE D'ASSURANCES. — RUPTURE PAR LA RÉVOLUTION DE FÉVRIER DES CONTRATS INTERVENUS.

La convention par laquelle plusieurs pères de famille, d'accord avec une compagnie d'assurances, se réunissent pour verser en commun, entre les mains d'un tiers, chacun une certaine somme destinée à procurer à leur fils la libération du service militaire, constitue-t-elle un contrat individuel de société entre les pères de famille, de telle sorte que l'engagement de la compagnie d'assurances venant à cesser, l'existe encore entre eux un lien de droit qui autorise ceux dont les fils sont tombés au sort, à réclamer du tiers dépositaire les fonds versés par les pères de famille dont les fils ont été libérés du service militaire; ou au contraire la nullité de l'engagement de la compagnie d'assurances entraîne-t-elle la rupture du contrat à l'égard de tous les parties.

Telle est la grave question à laquelle le Tribunal civil de Rouen vient de consacrer plusieurs audiences. Voici quels étaient les faits de la cause :

MM. Lipp et Strauss, de Strasbourg, agens de remplacements militaires, ont établi à Rouen, pour le ressort de la Cour d'appel, une bourse commune, dite Société rouennaise. Leur but était de garantir le plus possible, aux pères de famille qui adhéraient à leurs statuts, l'exécution des engagements qu'ils auraient contractés vis-à-vis d'eux. Ainsi les pères de famille versaient aux mains d'un notaire, qui prenait la qualification de centralisateur, le montant de leurs souscriptions, ou bien ils remettaient à ce dépositaire commun un billet du montant de leur adhésion, souscrit à l'ordre de MM. Lipp et Strauss. De leur côté ces derniers déposaient un cautionnement, et les statuts ne les autorisaient à retirer des mains du notaire le montant des souscriptions et le cautionnement que lorsque les contrats d'assurance avaient été exécutés par le remplacement de tous les jeunes soldats tombés au sort.

Diverses adhésions à la Société rouennaise avaient été données pour l'année 1847, lorsque la révolution de Février éclata. MM. Lipp et Strauss se considérant, en présence d'un pareil événement, comme déliés par un fait de force majeure, signifiaient, à la date du 15 avril 1848, qu'ils n'exécuteraient pas leurs engagements, et ils invitèrent les pères de famille à se pourvoir de remplaçans comme ils l'entendraient.

Ceux dont les fils furent compris dans le contingent traitèrent, pour la plupart, avec MM. Lipp et Strauss à des conditions nouvelles, et il est résulté des débats que ceux-ci se sont fait céder en tout ou en partie, par les pères de famille dont les fils ont été compris dans le contingent, leurs droits aux sommes versées entre les mains du notaire centralisateur.

Aujourd'hui, quelques pères de famille dont les fils sont tombés au sort, et avec eux MM. Lipp et Strauss, réclament au notaire centralisateur la remise des fonds et valeurs dont il est dépositaire. Les autres, au contraire, dont les fils sont libérés du service, forment aux mains du notaire opposition à la remise des fonds. Ces derniers ont été assignés en main-levée de leur opposition, et le notaire a été appelé dans la cause. On lui demandait la remise de tous les billets frappés ou non d'opposition, même de ceux souscrits par les pères de famille dont les fils avaient été exemptés, réformés ou libérés.

Pour les demandeurs, M^{rs} Decorde a soutenu que tous les termes employés dans la rédaction des statuts et le titre même du contrat (bourse commune), démontrent jusqu'à l'évidence l'existence d'une société, soit entre les pères de famille et MM. Lipp et Strauss, soit entre les pères de famille seuls; que les statuts de la Société rouennaise contiennent tous les éléments du contrat de société; que chacune des parties se proposait un bénéfice traitant; que par conséquent la retraite de MM. Lipp et Strauss, annulait seulement le contrat à leur égard, mais qu'il subsistait entre les pères de famille, et que ceux dont les fils avaient été compris dans le contingent, pouvaient se faire remettre les billets déposés aux mains du notaire.

Pour les pères de famille dont les fils ont été libérés, M^{rs} Lemarié a répondu que le nom donné à une convention ne peut en déterminer la nature; que si l'on examine les statuts, on n'y trouvera pas l'élément constitutif du contrat de société si bien défini par Pothier, dans les Pandectes ad contractum societatis substantiam requiritur ut singuli contractant animo lucri faciendi; que les pères de famille, en traitant, ne se proposaient aucuns bénéfices, que celles que fussent les chances du sort, ils perdraient toujours leurs mises de fonds, que MM. Lipp et Strauss seuls traitaient en vue d'un lucre à réaliser.

Il en a conclu qu'il n'y avait de société qu'avec eux, et qu'après leur retraite le contrat n'existait plus; que par suite les demandeurs n'avaient aucun droit sur les sommes qu'ils réclamaient.

Il finissait en disant, qu'en réalité les pères de famille étaient sans intérêt dans la contestation, qu'ils n'étaient que les prête-noms de Lipp et Strauss, qui cherchaient dans le procès un moyen de recueillir les bénéfices d'un contrat dont ils n'avaient pas voulu supporter les charges.

Le notaire détenteur des billets, a soutenu que les prétentions contradictoires des parties étaient un obstacle à la remise de tous les billets frappés ou non d'opposition, et qu'il ne pouvait évidemment vider ses mains sans mandat de justice.

Il s'en est, du reste, rapporté à la sagesse du Tribunal.

M. Lebucher, avocat de la République, a fortifié par de nouveaux développemens les arguments de la défense. Il a notamment insisté sur ce point, que toute société était un être moral qui avait une existence individuelle, qu'elle agissait personnellement par des agens; qu'elle avait un siège et une administration avec laquelle on pouvait traiter; qu'aucun de ces caractères ne se trouvant dans la bourse commune, dite Société rouennaise, il était évident qu'il n'y avait pas de contrat de société, en dehors de MM. Lipp et Strauss.

Il a, par conséquent, conclu au rejet de la demande. Appréciant ensuite la position de l'officier ministériel appelé dans le débat, il a reconnu qu'il avait agi avec toute la prudence que sa qualité lui imposait.

Le Tribunal a rendu le jugement dont voici le texte :

« Sur l'action principale entre Guebert et consorts, et Conse, Lemonnier, Hue et autres :

» Attendu qu'il faut rechercher dans les contrats l'intention commune des parties, et ne pas s'arrêter au sens littéral des termes ;

» Attendu que l'examen attentif de l'acte du 10 décembre 1847 doit faire reconnaître que Lipp et Strauss, en fondant, pour le remplacement des jeunes gens appelés à faire partie du contingent de l'armée, une bourse commune et mutuelle destinée à recevoir les mises des souscripteurs, ont eu pour but de fournir les plus grandes garanties possibles aux pères de famille, de les rassurer entièrement sur le sort des sommes versées, et de se procurer ainsi un très grand nombre d'adhésions ;

» Que l'ensemble des dispositions de cet acte prouve que les mots Mutualité et bourse commune n'y ont été insérés à plu-

sieurs reprises que pour arriver à ce résultat, et qu'en réalité ils n'ont pas eu pour effet de fonder une société véritable entre les souscripteurs, puisque ce même acte n'en renferme aucun des éléments essentiels, qu'on n'y trouve rien qui établisse entre eux une réciprocité d'engagemens ou une communauté d'action, et qu'on n'y rencontre aucune stipulation relativement au siège de la société, à sa direction, à sa dissolution et à sa liquidation ;

» Qu'un centralisateur y est créé, mais seulement pour surveiller l'emploi des fonds et valeurs déposés et empêcher les remplacements effectués ;

» Que, dans la réalité, aucun intermédiaire n'est établi entre eux et la maison de remplacement ;

» Que ces souscripteurs ont traité directement avec cette maison; qu'ils ont traité avec elle seule et à son seul profit ;

» Qu'en effet, aux termes des traités particuliers, elle devient propriétaire aussitôt ces traités conclus des mises des souscripteurs; les billets sont faits à son ordre, et si les sommes et les valeurs sont déposées dans la bourse commune, à la garde du centralisateur, jusqu'après les remplacements, il n'en est pas moins vrai que l'exécutant qu'elles représentent, ront sur le prix de ces remplacements devra profiter à cette maison seule, sans que les souscripteurs puissent y prétendre aucun droit ;

» Qu'ainsi, soit dans les adhésions, soit dans les traités particuliers, rien ne fait connaître deux obligations distinctes, l'une à l'égard de la bourse commune, l'autre à l'égard de la maison Lipp et Strauss, et qu'il n'en résulte au contraire pour les souscripteurs qu'une obligation unique, en celle d'abandonner à Lipp et Strauss le capital versé dans la bourse commune ;

» Qu'à la vérité les premiers articles des statuts sont conçus de façon à faire supposer que la bourse commune serait destinée avant tout à procurer des remplacements aux jeunes gens appelés sous les drapeaux; qu'elle subsisterait dès lors indépendamment des contrats passés avec Lipp et Strauss, et que les souscripteurs pourraient rester engagés vis-à-vis d'elle après avoir cessé de l'être à l'égard de ces assureurs; mais qu'on ne tarde pas à reconnaître, après avoir pris connaissance des articles suivans et des traités particuliers, que cette bourse n'a pour objet, en définitive, que de garantir la remplacements à effectuer par Lipp et Strauss, seuls chargés de la faire; de sorte que l'obligation de ces derniers venant à manquer, celles des souscripteurs tombent en même temps et la bourse commune devient sans objet ;

» Qu'en résumé, tout concourt à démontrer que dans l'acte du 10 décembre 1847 il n'y a de société réelle qu'entre Lipp et Strauss; et il n'y a de bourse commune que pour servir de garantie aux engagements de Lipp et Strauss; et il n'y a de contrat qu'entre les souscripteurs et cette maison de remplacement; et il n'y a d'obligation contractée que vis-à-vis d'elle, et que l'annulation de ce contrat doit rendre sans objet et sans valeur la bourse commune, qui n'en est que l'accessoire ;

» Que, dans ces circonstances, lorsque Lipp et Strauss, par leur signification du 15 avril dernier, ont fait savoir à tous leurs souscripteurs qu'ils se trouvaient par suite de force majeure dans l'impossibilité de satisfaire à leurs engagements et déliés vis-à-vis d'eux, il est indubitable que ceux-ci à leur tour ont dû se considérer comme affranchis des obligations qu'ils avaient prises ;

» Que d'ailleurs aucun des souscripteurs n'a fait, après les significations de Lipp et Strauss, les diligences autorisées par l'article 21 des statuts, soit pour les contraindre au remplacement, soit pour les faire faire par des commissaires nommés à cet effet ;

» Qu'ils ont ainsi eux-mêmes renoncé à se prévaloir de l'acte du 10 décembre, et que si positivement des remplacements ont été effectués au profit d'un certain nombre de souscripteurs, soit par Lipp et Strauss, soit par d'autres maisons de remplacement, mais en dehors des statuts, il est impossible aujourd'hui à ces souscripteurs de prétendre qu'ils ont un droit aux sommes déposées et aux billets souscrits par eux que des motifs d'exemption ou de réforme ont favorisés ;

» Qu'ils ne pourront évidemment réclamer que celles qu'ils y ont eux-mêmes versées ;

» Sur les conclusions de M^{rs} Guebert, notaire ;

» Attendu qu'il est juste d'allouer à ce notaire les frais et honoraires qui lui sont dus à raison des dépôts, que ces frais sont à la charge des déposans, mais qu'à l'égard des frais du centralisateur, il est sans droit et sans qualité pour les réclamer ;

» Par ces motifs,

» Donnant acte à M^{rs} Guebert de ce qu'il est prêt à remettre à qui par justice sera ordonné les valeurs étant entre ses mains en sa qualité de dépositaire ;

» Déclare Léboucher et consorts mal fondés dans leur action tendue à l'égard de Conse et autres qu'à l'égard de M^{rs} Guebert, les en déboute, ordonne que M^{rs} Guebert fera à Conse et autres la remise des billets par eux souscrits, à la charge seulement par ces derniers de tenir compte à ce dépositaire des frais et honoraires à lui dus à raison du dépôt, à quoi faire ledit M^{rs} Guebert pourra être contraint, quoi faisant déchargé ;

» Condamne les demandeurs aux dépens envers toutes les parties.

JUSTICE CRIMINELLE

COUR DE CASSATION (chambre criminelle).

Présidence de M. Laplagne-Barris.

Bulletin du 22 décembre.

COUR D'ASSISES. — APPLICATION DE LA PEINE. — QUESTIONS A L'ACCUSÉ.

Il n'y a pas nullité en ce que le procès-verbal ne mentionne pas que le président a demandé à l'accusé s'il avait quelque observation à faire sur l'application de la peine, lorsqu'il est d'ailleurs constaté par le même procès-verbal que le défendeur a conclu à l'application du minimum de la peine.

Rejet, au rapport de M. le conseiller Rocher, sur les conclusions conformes de M. l'avocat-général Sevin, du pourvoi dirigé par le nommé Jescie contre un arrêt de la Cour d'assises du Tarn, qui l'a condamné à la peine des travaux forcés pour crime d'incendie.

La Cour a en outre rejeté les pourvois :

1^o d'Elisa Ferriot, femme Cousin, contre un arrêt de la Cour d'assises de la Seine, qui la condamne à six ans de réclusion pour vol domestique ; — 2^o De Chrystoume Bonnet (Gard), six ans de réclusion, attentat à la pudeur sur une jeune fille au-dessous de quinze ans ; — 3^o D'Antoinette Du-theil, femme Lavigne (Seine), six ans de réclusion, contrefaçon d'un timbre ; — 4^o De Jean François (Charente), cinq ans d'emprisonnement, faux en écriture authentique, avec des circonstances atténuantes ; — 5^o De Jean Chrétien (Nièvre), cinq ans d'emprisonnement, attentat à la pudeur sur une jeune fille âgée de moins de onze ans ; — 6^o De Jean Buge (Gard), trois ans de prison, attentat à la pudeur sur une jeune fille âgée de moins de onze ans ; — 7^o De François Urter et Marie Delorion, sa femme (Maine-et-Loire), trois ans de prison, logement et lieu de retraite fournis à un malfaiteur.

La Cour a donné acte du désistement de leurs pourvois, qui seront considérés comme nuls et non avenus :

1^o A Jean Philippe Nicolas Lesueur, condamné à cinq ans de prison par la Cour d'assises de la Charente, pour faux en écriture de commerce, mais avec des circonstances atténuantes ; — 2^o A Jean-Hermann Schenck, partie civile, contre un arrêt de la chambre d'accusation de la Cour d'appel de Paris, du 29 août dernier, rendu dans la cause du sieur Lemoine, prévenu d'abus de confiance.

A été déclaré déchu de son pourvoi à défaut de consignation d'amende, le sieur Rousseau, contre un jugement du Conseil de discipline de la garde nationale de Romorantin (Loir-et-Cher), du 15 octobre dernier, qui le condamne à deux heures de prison pour manquement à un appel.

COUR D'ASSISES DU CALVADOS.

Présidence de M. Leféron de Longcamp, conseiller à la Cour d'appel de Caen.

Audience du 19 décembre.

ASSASSINAT. — TENTATIVE DE MEURTRE.

Pierre-François Collette, âgé de 25 ans, châtaignier, né à Camberton, arrondissement de Coutances, demeurant au Havre, est accusé de vol, de meurtre et d'assassinat.

Voici les faits mis à la charge de Collette par l'acte d'accusation :

Le 25 mai dernier, sur les dix heures du soir, des pêcheurs placés dans leurs bateaux, entre les bacs de Monderville et de Colombelles, aperçurent sous les voiles d'une obscurité incommode, deux hommes qui marchaient sur la rive gauche de l'Orne et se dirigeaient vers Caen.

L'un, d'une assez haute stature, suivait dans la même sentier son camarade, plus petit que lui. Lorsqu'ils eurent dépassé d'environ vingt pas l'un des pêcheurs, le premier, après avoir prononcé quelques paroles, déchargea sur l'autre plusieurs coups de bâton. Au troisième coup, l'homme frappé tomba en poussant des cris et appelant à son secours. Il chercha plusieurs fois à se relever, mais son agresseur continuait à le frapper. Il le poussa vers la rivière, et l'on entendit le bruit d'un corps qui tombait dans l'eau. Le pêcheur le plus rapproché de la scène poussa le cri à l'assassin! L'homme qui était resté sur la rive se croisa les bras et regarda vers le pêcheur. Cependant la victime parvint à remonter sur l'herbe qui borde le courant; mais aussitôt que le meurtrier l'aperçut, il se précipita sur lui et lui asséna de nouveaux coups de bâton. Le malheureux retomba dans la rivière, et il ne reparut plus.

Tout cela se passa avec tant de rapidité, que les marins n'eurent pas le temps de s'approcher, et quand ils eurent abordé et mis pied à terre, ils perdirent bientôt les traces de l'assassin qui avait pris la fuite au travers des prairies.

Le lendemain, le cadavre fut retiré de l'Orne et le portait plusieurs plaies à la tête. L'examen qui en fut fait prouva que l'instrument contondant qui les avait produites, avait fracturé le crâne, occasionné un épanchement de sang au cerveau et que ces blessures, et non l'asphyxie par immersion, étaient la cause de la mort, qui avait dû être instantanée.

Les papiers trouvés sur le cadavre, qui était celui d'un jeune homme, apprirent que l'individu tué s'appelait Pierre Le Soudain; qu'il était originaire de la commune du Mesnil-Rouxelain, arrondissement de Saint-Lô, et qu'un passeport lui avait été délivré au Havre, dans le mois d'avril dernier.

Quel était son assassin ? La justice se trouva bientôt mise sur ses traces. L'on apprit que Le Soudain avait passé à Caen la journée du 15 mai, jour funeste et les deux jours précédents, avec un camarade qui paraissait fort lié avec lui. Celui-ci était le nommé Collette. Le 15 ou le 16, Le Soudain, venant de Saint-Lô, était descendu chez le sieur Viel, aubergiste, rue Saint-Louis.

Collette vint l'y rejoindre le 23; ils couchèrent dans le même lit, et le 25, vers une heure après-midi, ils quittèrent l'auberge, emportant avec eux une malle qui appartenait à Le Soudain, et un paquet, en disant qu'ils se proposaient de partir pour Honfleur; mais, arrivés au pont de Vaucelles, Collette proposa à son compagnon de déposer la malle dans l'auberge de la dame Menot, quai des Abattoirs, et d'aller faire une partie au *Veau qui tète* sur le cours Caffarelli. La proposition fut acceptée; ils allèrent faire une collation dans la guinguette dont il vient d'être parlé; de là l'accusé entraîna Le Soudain à Hérouville-Saint-Clair, chez la dame Blanchard, où ils se firent servir à souper, et ils ne quittèrent ce cabaret qu'entre neuf heures et demie et dix heures du soir. C'est en revenant de ce lieu que l'accusé Collette, qui s'était fait un bâton avec une branche qu'il avait détachée d'un plantard de saule, profitant d'une nuit qu'il croyait impénétrable aux regards et d'un isolement supposé, a assassiné celui qui lui avait donné des preuves réitérées d'amitié et de désintéressement.

En remontant vers le passé de ces deux jeunes gens en recherchant la nature de leurs relations, l'instruction découvrit bientôt la source de cet horrible forfait.

Leur liaison commença, il y a deux ou trois ans, à Saint-Lô, où ils servaient tous deux comme domestiques. Collette partit pour le Havre, Le Soudain pour Caen, puis engagé par Collette, il alla joindre son camarade. Ils furent employés l'un et l'autre chez un sieur Bertin, fabricant de coke, à Gravelle (Eure). Collette, d'un caractère hautain, impérieux, avait pris un tel ascendant sur Le Soudain, d'un esprit faible et timide, qu'un jour celui-ci consentit à prendre sur son compte un détournement d'argent que le chef de l'établissement reprochait à Collette, et dont ce dernier fut reconnu seul coupable. Collette, à la suite de nombreuses infidélités, chassé de cette maison, fut obligé de reconnaître, par écrit, sur le carnet du sieur Bertin, qu'il était congédié pour défaut de probité.

Dans le mois d'avril dernier, ils quittèrent le Havre pour se rendre dans la Manche. Le Soudain se proposait de réaliser en argent la petite fortune que lui avait laissée son père. Ils s'arrêtèrent à Saint-Lô. Le Soudain vendit, au Mesnil-Rouxelain, un morceau de terre à son frère Étienne, et toucha pour le prix de cette vente 200 francs. Collette eut connaissance de cette recette. Les deux camarades furent ensemble dans divers lieux de l'arrondissement de Coutances et devaient retourner de compagnie au Havre.

Cependant, pour cause d'indisposition, Collette resta en arrière; mais il fut convenu qu'ils se réuniraient à Caen. Le Soudain l'y précéda de peu de jours, et pendant qu'il était à l'auberge du sieur Viel, il reçut une lettre de son camarade, qui lui apprenait son arrivée pour le lendemain 23 mai. A Caen comme ailleurs, la dépense fut payée par Le Soudain.

Le 26 du même mois, le lendemain du crime, vers sept heures du matin, l'accusé se présenta chez la dame Menot; il était seul. Il n'était pas coiffé d'un chapeau de paille comme la veille, mais portait une casquette neuve; il avait aussi changé de blouse. Il dit à cette aubergiste pendant qu'il déjeunait : « Mon camarade est bien plaisant; il s'est mis en ribotte cette nuit; il est couché, il repose; il m'envoie chercher la malle et les paquets. » Collette emporta ces objets, et après avoir cherché à donner le change sur la direction qu'il allait prendre, il partit dans l'après-dîner pour le Havre par le bateau à vapeur.

Dans cette ville, il loge tantôt dans une maison, tantôt dans une autre, va à Rouen, revient au Havre, reçoit des lettres de ses parents, qui lui indiquent qu'il est l'objet de recherches; tourmenté, inquiet, il gagne la campagne. Il rentre dans la ville et, dans l'espérance de se créer un moyen de justification, confesse une partie de la vérité à une fille Guérard, à laquelle il avait donné son linge à blanchir : « Je ne vous ai pas parlé, lui dit-il, de ce qui m'est arrivé à Caen; je me suis battu il y a un mois à Caen; je ne sais pas même qui est-ce qui est mort. » Si la femme Gobert voulait inscrire mon entrée chez elle

à la date du 25 et non à celle du 27, je serais sauvé. Le surlendemain, cette blanchisseuse, qui n'avait pas ouvert le paquet que lui avait donné Collette, reconnut avec effroi qu'il contenait du linge appartenant à Le Soudain, à Le Soudain qu'elle avait connu au Havre comme l'ami de Collette. Elle va trouver celui-ci et lui dit : « Malheureux, vous m'avez déclaré que vous ne saviez pas qui est-ce qui est mort; c'est Pierre Le Soudain. Vous l'avez assassiné ! » Et il répondit : « Oui, il est mort; mais je n'étais pas seul. »

La malle de Le Soudain était en possession de l'assassin, et elle contenait divers objets appartenant à sa victime. Il est établi que l'accusé engagea la fille Guérard à brûler cette malle.

Par suite de recherches de la police, Collette fut arrêté le 8 juin au Havre; mais cette arrestation ne put être faite sans faire courir le plus grand danger aux agents qui en furent chargés. Trois appariteurs se postèrent aux abords d'une maison où ils étaient instruits que Collette devait rentrer le soir. Vers neuf heures et demie, deux d'entre eux l'aperçurent en effet dans la rue. Collette, sur le point d'être saisi, prit la fuite. Poursuivi, il tira de sa poche droite un pistolet, qu'il plaça sur son épaule vers l'agent qui le saurait le plus près. Sachant que le sieur Bénard, leur brigadier, posté au bas de la rue, allait venir à la rencontre de cet homme, ils lui crièrent qu'il était armé.

Bientôt, l'un de ces agents vit l'accusé ayant le bras tendu vers Bénard, faire feu; celui-ci, au moment où il vit l'arme, se baissa, et dut son salut à ce mouvement instinctif. Collette fut rejoint à peu de distance de là par ces officiers de police, et, au moment où ils le saisirent, il plaça le canon de son pistolet dans sa bouche, comme pour se tuer. Cette arme était à deux coups. L'un des canons était chargé à balle, l'autre était déchargé et le chien en était relevé.

Dans ses interrogatoires, Collette fait consister son système de défense sur le premier chef, à prétendre que ce serait un individu qu'il ne connaît pas qui, se trouvant par hasard à l'endroit indiqué, aurait, en sa présence, assassiné Le Soudain, sans qu'il pût lui porter secours, ayant reçu lui-même un coup de pied dans le ventre, et que s'il ne fut pas dénoncé ce fait, c'est qu'il était sous l'impression du trouble occasionné par la mort de son ami, et aussi sous celle de la crainte d'en être soupçonné l'auteur.

Quant au deuxième chef, l'accusé en fait une tentative de suicide; mais alors même que ce serait le véritable caractère de ce fait, cette circonstance deviendrait une preuve de plus de l'assassinat.

Telles étaient les charges invoquées contre l'accusé. Le débat oral, loin de les affaiblir, leur a donné une nouvelle gravité. Il est demeuré constant qu'avant d'être arrivé à l'assassinat, Collette avait commis des abus de confiance réitérés, au préjudice d'un marchand de coke, domicilié au Havre. Il a été établi en outre que Collette, tandis qu'il habitait le Havre, ayant été repoussé à cause de son impopularité par une jeune fille qu'il avait recherchée en mariage, donna 1 fr. à un commissionnaire pour que ce dernier lui amenât la jeune fille. Le dessein avoué de Collette était de la jeter dans le bassin de Vauban et de l'y noyer.

Le jury, en présence de ces faits, a déclaré Collette coupable du crime d'assassinat, mais il a trouvé dans cette affaire des circonstances atténuantes. Quelques sifflets ont accueilli ce verdict.

La Cour a condamné Collette à la peine des travaux forcés à perpétuité.

Le rapporteur de la Commission chargée de procéder au dépeuplement du scrutin pour la présidence de la République avait fait connaître d'une manière incomplète, à la séance d'avant-hier, le résultat de ce dépeuplement.

Voici les chiffres officiels rectifiés :

Nombre des votans des 86 départemens (non compris l'Algérie, dont les procès-verbaux ne sont pas arrivés)	7,440,741
Suffrages exprimés	7,426,252
Majorité absolue	3,713,127
LOUIS-NAPOLÉON BONAPARTE	5,534,520
CAVAIGNAC	1,448,302
LEDRU-ROLLIN	371,431
RASPAIL	36,964
LAMARTINE	17,914
CHANGARNIER	4,687
Voix diverses	12,434
Bulletins blancs ou inconstitutionnels	23,219

CHRONIQUE

PARIS, 22 DÉCEMBRE.

Dimanche prochain, 24, le Président de la République passera en revue les gardes nationales de la Seine et les troupes de ligne de l'armée de Paris.

La revue aura lieu à huit heures très précises du matin. Les gardes nationaux seront convoqués par la voie du rappel.

La Cour d'appel est convoquée pour demain samedi, à midi, à l'effet d'installer M. Baroche, nommé procureur-général.

La veuve Papillon a deux choses de trop, l'une sur le menton; l'autre sur la conscience; la première est une barbe de sapeur, la seconde est une action de courage, un double vol commis au préjudice d'un voisin, d'un pauvre vieillard idiot qui n'a d'autre tort que d'avoir laissé sa porte beaucoup plus ouverte que son intelligence.

A cette accusation, la veuve Papillon minauda: elle baissa les yeux, elle va faire un de ces aveux qui coûtent tant à une femme; l'aveu est fait. De cet aveu elle tire aussitôt la conséquence que la montre d'argent et le gilet de laine, qu'on l'accuse d'avoir soustraits, sont venus entre ses mains par la transmission la plus honorable, la plus naturelle; elle les a reçus de l'idiot au même titre que Chloé recevait des bouquets de Daphnis.

Mais Daphnis a un frère, un frère qui n'est pas berger, mais bien portier-concierge; le portier de la maison habitée par son frère et la veuve Papillon; il est cité comme témoin, on l'interroge.

M. le président : Est-il à votre connaissance que votre frère ait donné à la prévenue une montre et un gilet de laine?

Le portier : Vous pensez bien que mon frère, qui n'a pas de chaleur, n'ira pas donner son gilet de laine au moment de la gelée; il est bête, c'est vrai, mon frère, mais il sait distinguer l'hiver de l'été.

M. le président : Et la montre?

Le portier : Vous ne savez donc pas qu'il a manqué en mourir quand il ne l'a plus vue à son clou; il y a quarante-cinq ans qu'il n'a que cela de bijou; il donnerait toutes les femmes de la rue Quincampoix pour sa montre.

M. le président : Ainsi, vous ne croyez pas aux relations que la prévenue prétend avoir existé entre votre frère et elle?

Le portier : Je ne crois à aucunes relations de mon frère avec n'importe qui, et j'en lève la main. Figurez-vous qu'une seule fois, dans sa vie, c'était vers 1818, nous avons trouvé une occasion superbe de le marier. Quand il a su de quoi il retournait, il est parti pour la pêche pendant trois jours sans boire ni manger. Le quatrième jour, je l'ai retrouvé à Saint-Ouen avec deux ablettes, et il ne serait pas revenu si je ne lui avais pas promis de ne jamais plus lui parler de mariage.

La veuve Papillon, d'un ton modeste : Tous les jours un homme change d'idées, surtout quand on vient sur l'âge.

Le portier : Madame Papillon, je vous respecte, je ne vas pas à l'encontre que vous avez du talent; mais pour déranger mon frère de ses habitudes, n'y a-t-il vous ni aucune femme qui en soit capable.

On fait approcher l'idiot. M. le président essaie de lui faire comprendre le système de défense adopté par la prévenue.

Le pauvre homme ne comprend pas d'abord; mais, sur l'insistance de M. le président, il a compris à moitié. « Qui est-ce qui dit ça de moi? » dit-il.

M. le président : La prévenue, la femme Papillon.

L'idiot : Où est-elle cette femme?

M. le président : A votre droite, sur ce banc.

L'idiot regarde et ne distingue pas encore; l'audacien s'approche de la prévenue et lui montre du doigt; alors il s'écrie : « C'est donc ça M^{me} Papillon? Je l'ai toujours prise pour un homme. »

Ce dernier trait met fin aux débats, et la femme Papillon, qui a déjà subi plusieurs emprisonnements pour vols, est condamnée à quatre ans de prison.

Un sieur Dameth était cité aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel, 7^e chambre, comme président d'un club tenu, sans déclaration préalable, le 16 décembre, dans la salle du Vauxhall. Outre le défaut de déclaration, la prévention reproche au sieur Dameth d'autres infractions à la loi, notamment d'avoir apporté une restriction à la publicité de sa séance, en faisant percevoir à la porte un droit d'entrée de dix centimes, d'avoir autorisé l'admission des femmes et des enfans, et, enfin, d'avoir fait tirer une loterie d'objets mobiliers.

Le prévenu, qui s'était rendu à l'audience, saisi d'une subite indisposition, a demandé une remise à huitaine, qui lui a été accordée par le Tribunal.

La plainte en diffamation portée par M. Louis Bergeron contre M. Pommier, gérant du journal *l'Assemblée nationale*, a été également appelée à la même audience.

M^{re} Desmarest, avocat de M. Bergeron, a annoncé au Tribunal que les parties étaient sur le point de s'entendre sur les termes d'une rectification à insérer dans *l'Assemblée nationale*, et qui donnerait une réparation suffisante au tort dont se plaint M. Bergeron. Dans ce le position, M^{re} Desmarest a demandé la remise de la cause au premier jour : la remise a été prononcée.

Après l'insurrection de juin, le sieur Gervais, marchand épicer, rue Lenoir-Saint-Antoine, 2, et le sieur Guitard, son voisin, furent, avec quelques autres personnes, signalés par les insurgés de ce quartier comme des dénonciateurs. La cause de cette accusation et de la haine qui en était résultée se rattache au refus que ces citoyens avaient fait de prendre part à l'insurrection; quant au fait de dénonciation, il était faux. Toujours est-il que l'inimitié des insurgés de leur voisinage et des familles de ceux-ci les poursuivit avec une certaine ardeur.

Enfin, un jour, le 4 octobre dernier, un commissionnaire de la Poste aux commissions se présenta, vers cinq heures au domicile du sieur Gervais, et lui remit un paquet ficelé avec soin. Le sieur Gervais s'empressa de l'ouvrir, et vit avec horreur qu'il renfermait une tête de mort sur le front de laquelle étaient collées six petites bandes de papier portant ces mots : Gervais, 1; Gervais, 2; Gervais, 3; Denis, 4; Guitard, 5; Daniel, 6. Rapproché des circonstances que nous venons de signaler, cet envoi était évidemment un message de mort et une véritable menace.

Les personnes désignées par l'auteur de cette indigne action firent porter leurs soupçons sur des individus du quartier qui les traitaient sans cesse de dénonciateurs et d'aristocrates. On prit des informations, et l'on sut que le paquet avait été remis le mercredi 4 octobre, à trois heures de l'après-midi, au bureau de l'administration des commissions, boulevard Saint-Denis, 20. On entra en rapport avec le commissionnaire auquel il avait été confié et qui l'avait porté. Cet homme alla dans la maison des personnes soupçonnées pour voir s'il ne rencontrait pas celui qui lui avait remis le paquet. Quand il se présenta rue Lenoir, 4, chez le sieur Pouille, concierge de la maison, sous le prétexte d'y louer un appartement, il crut reconnaître en lui l'individu qui avait apporté le paquet à son bureau. La manière embarrassée dont l'accueillit fortifia en lui la pensée de cette reconnaissance, et il en fit part au sieur Gervais. Une autre fois, Pouille ayant vu le commissionnaire s'approcher de la maison, était rentré en toute hâte. A la première visite de ce commissionnaire, il lui avait déclaré qu'il n'y avait pas d'appartement à louer dans la maison, bien que plusieurs écritures fussent appendus à la porte.

Un peu plus tard, le nommé Bignon, arrêté, ainsi que Pouille, à la suite de l'insurrection, entra un jour chez le sieur Guitard, où se trouvait le sieur Gervais. Il dit à ce dernier de lui montrer la tête de mort, menaçant de lui faire sauter la cervelle. Le sieur Guitard lui ayant dit que la tête de mort était chez lui, Bignon lui écrivit le lendemain un billet ainsi conçu :

« Le soussigné Bignon, rue Trouvée, 5, déclare à M. Guitard que s'il a une tête de mort chez lui, je déclare lui faire sauter la sienne. Je signe.

BIGNON, rue Trouvée, 5.

« Le 18 octobre 1848. »

En conséquence de ces faits, Pouille, concierge, et Bignon, écrivain public, étaient traduits devant le Tribunal de police correctionnelle (6^e chambre), sous la prévention de menaces de mort par écrit.

Les prévenus se bornent à nier tous les faits; mais les dépositions des témoins et l'assurance de l'employé de la poste aux commissions qui déclare reconnaître positivement le sieur Pouille, ne pouvaient laisser au Tribunal aucun doute. Aussi le sieur Pouille est-il condamné à deux ans d'emprisonnement, 100 fr. d'amende, et le sieur Bignon à un an d'emprisonnement, tous deux sont condamnés solidairement aux dépens.

Mathieu Estun, vrai type de Roger Bontemps, est un sectateur fort assidu de la dive bouteille, à en juger du moins par les nombreux rubis qui étincellent de toutes parts sur sa large face. Il s'avance en chancelant un peu, mais le sourire de béatitude bachique sur la bouche : et c'est avec une confiance entière en la bonté de sa cause, qu'il comparait devant le Tribunal de police correctionnelle, où l'appelle une prévention d'outrage envers des agents de la force publique dans l'exercice de leurs fonctions.

M. le président : Vous avez entendu le gardien de Paris qui est venu déposer comme témoin; il paraît que vous lui avez dit des injures.

Le prévenu, levant les épaules : Laissez-moi donc tran-

quille, il n'y a va que du feu, le témoin, tout gardien de Paris qu'il est.

M. le président : Il prétend que vous gênez la libre circulation de la voie publique.

Le prévenu : De quoi, s'il vous plaît, gêner la circulation? Ah! ça, moi, est-ce que je ne suis pas libre de circuler aussi.

M. le président : Vous portiez, à ce qu'il paraît, un fardeau fort embarrassant?

Le prévenu : Je portais douze douzaines de vessies de cochon sur mon dos, bien et proprement enfilées et incapables de manquer de respect à qui que ce soit. Comprenez-vous que le gardien de Paris vienne me faire des difficultés à raison de ces douze douzaines de vessies de cochons? Il a eu le toupet de me dire qu'à moi tout seul je formais encombrement sur le trottoir. Douze douzaines de vessies, rien que du vent, de quoi! Si ça ne fait pas pitié (on rit).

M. le président : Mais vous avez fort mal reçu ses observations?

Le prévenu : Comment pouvais-je donc les recevoir, je vous le demande. Y avait certainement plus d'esprit dans une de mes vessies que dans toute sa grosse tête.

Le prévenu rit lui-même fort bruyamment de ce qu'il trouve sans doute une excellente plaisanterie, mais son hilarité se renfroigne un peu lorsqu'il s'entend condamner à cinq jours de prison.

Ce matin on a commencé dans les divers arrondissements de Paris une grande distribution de secours à domicile, à l'occasion de la proclamation du Président de la République. Cette mesure, à laquelle concourent simultanément l'administration de la Ville, les hospices, le ministère de l'intérieur et la préfecture de police, a d'autant plus d'opportunité, que le froid qui vient de sévir si brusquement a fait suspendre dans Paris, à dater d'hier, tous les travaux de maçonnerie, de charpente, etc.

Immédiatement après l'installation du Président de la République au Palais de l'Élysée, des mesures de sûreté ont été prises par les soins du colonel Laborde, auquel est provisoirement dévolu le commandement de cette résidence. Deux sentinelles ont été placées à la grande porte, une compagnie d'infanterie de ligne a formé ses armes en faisceaux dans la cour d'honneur, un poste a été établi et une baraque dressée provisoirement à l'extrémité du jardin donnant sur l'avenue Gabrielle.

Aujourd'hui encore de nombreux ouvriers étaient occupés dans l'intérieur aux divers travaux d'appropriation; car on n'avait d'abord meublé que le deuxième étage. Vers midi une nombreuse députation d'invalides est venue complimenter le Président de la République, auquel la musique de plusieurs régimens de la garnison a également donné une aubade.

Un rassemblement de curieux, devenu en peu d'instans assez considérable pour qu'il ait fallu recourir à l'intervention de la force publique pour le dissiper, s'était formé aujourd'hui rue Vivienne, devant la maison n^o 53. La cause de cette agglomération, assez futile en elle-même, était l'enseigne suivante, écrite sur les stores d'une boutique de marchand tailleur : *Chanet, tailleur de S. A. I. le prince Louis-Napoléon.*

Nous devons ajouter que cette enseigne a été enlevée dans la journée, et qu'ainsi tout prétexte de rassemblement a cessé.

Quelques changemens paraissent devoir s'opérer dans le personnel de la Préfecture de police. M. Nabon, nommé secrétaire-général, est entré ce matin en fonctions. Hier, M. Carlier, précédemment chargé au ministère de l'intérieur d'importantes fonctions dans la direction de la police générale, et dont nous avons reproduit récemment la lettre à M. Ledru-Rollin, a été installé comme chef de la police municipale, avec extension d'attributions en ce qui concerne la partie politique, jusqu'à ce jour réservée au cabinet particulier du préfet. Le chef précédent de la police municipale, M. Fresnes, ancien commissaire du quartier du Mail, est nommé chef du bureau des théâtres et établissemens publics, en remplacement de M. Simonnet, admis à faire valoir ses droits à la retraite; M. Décampoux, qui s'était prématurément retiré de l'administration à laquelle il avait rendu d'éminens services, comme sous-chef de la police municipale, y reentre avec le même titre, mais chargé de fonctions plus larges. M. Allard, chef de la police de sûreté, prend sa retraite après plus de trente années d'utiles services; on ne désigne pas encore son successeur.

D'autres changemens encore ont lieu. Il paraît notamment que l'on va réduire le nombre des gardiens de Paris, ce qui permettra d'augmenter le personnel des agents du service de sûreté, véritable partie militante des services actifs, au point de vue de la sécurité des personnes et du respect des propriétés.

Dans la nuit du 19 au 20, des désordres assez graves ont eu lieu à l'École de Saint-Cyr, dans la première division. Les élèves se plaignaient depuis quelque temps de punitions sévères de la part de l'autorité. A propos d'une de ces punitions, qu'ils auraient voulu voir lever, ils se sont mutinés, ont enfoncé les prisons et se sont barricadés dans leurs dortoirs. L'autorité du général commandant et des officiers sous ses ordres a été méconnaue. L'ordre, cependant, s'est facilement rétabli.

A la première nouvelle de ces désordres, le ministre de la guerre (M. de Lamoricière) a envoyé le général de division Rostolan, qui a commencé une enquête sur les faits.

Aujourd'hui vers midi, des garçons boulangers, au nombre de cent cinquante environ, se sont présentés rue de Grenelle Saint-Honoré, à la salle de la Redoute, pour y tenir une réunion.

L'autorité avertie, a envoyé sur-le-champ une brigade de gardiens de Paris.

Les garçons boulangers se sont alors dispersés, mais ils n'ont pas tardé à se rendre rue Martel, dans un vaste local où se tient habituellement un club. Les agents de l'autorité, qui les suivaient à la piste, sont venus aussitôt les en déloger.

Ils ont enfin pris le parti d'envoyer des délégués à la préfecture de police pour demander que les bureaux de placement de la boulangerie autres que ceux reconnus par leur corporation soient fermés.

Du reste, tout cela s'est passé très paisiblement.

ETRANGER.

IRLANDE (Dublin), 18 décembre. — La Cour de commission a rejeté par son arrêt la demande formée par M. Gavan-Duffy, éditeur du journal *la Nation*, en nullité de l'acte d'indictment. M. O'Hagan, l'un des conseils de l'accusé, a déposé aussitôt une autre requête où l'on expose que deux des membres du jury d'accusation, MM. Sweetman et Boylan, n'étant ni propriétaires, ni domiciliés dans le comté de Dublin, ils n'ont pu prendre part à la délibération qui doit être invalidée.

L'attorney-général a paru fort étonné de cette allégation; il a demandé et obtenu la remise de la cause afin de pouvoir vérifier le fait.

Ce n'est sans doute qu'un moyen dilatoire, et l'on assure que les conseils de l'accusé en tiennent encore d'au-

tres en réserve, afin de gagner du temps et de pouvoir exercer en définitive un recours pour cause d'erreur. Il n'est pas probable que l'audition des témoins commence avant Noël.

— ETATS-UNIS (New-York), 6 décembre — Nous avons déjà parlé des mines de poudre d'or natif qui viennent d'être découvertes dans la Californie, et dont l'exploitation se fait au plus bas prix possible. Il ne saurait plus subsister aucun doute sur l'existence et la valeur réelle des trésors du Sacramento. Une proclamation dans laquelle M. Masson, gouverneur de la Californie, annonce qu'il sera reçu de la poudre d'or en paiement des droits de douane, donne en fait un caractère irrécusable d'authenticité. Des nouvelles de Monterey du 1^{er} septembre, confirment au reste tout ce qui avait été dit précédemment sur la fièvre qui s'est emparée des populations. Plus de quatre mille personnes, non compris les Indiens, ont tout abandonné pour courir aux mines, et la saison des maladies pourra seule les chasser vers le littoral et les rendre à leurs anciennes occupations.

Les choses en sont arrivées à ce point que le Gouvernement a menacé d'occuper militairement le précieux terrain, si, avant d'y courir, les chercheurs d'or n'avaient soin de pourvoir à la subsistance de leurs familles, et s'ils ne s'engageaient en même temps à réprimer la désertion, devenue contagieuse parmi les troupes. Comme il arrive d'ordinaire, le prix des denrées a atteint des chiffres fabuleux, au milieu de cette moisson d'or. Sur les bords du Sacramento, un baril de farine se paie 65 dollars; une

livre de porc, 2 dollars; une pelle se vend 14 dollars.

On conçoit sans peine que de pareilles nouvelles aient éveillé l'esprit d'entreprise et de spéculation, et que, dans tous les ports des Etats-Unis, des cargaisons s'amoncellent et des expéditions se préparent, pour cette terre promise, où l'on n'a qu'à se baisser pour ramasser sa fortune.

Nous avons déjà signalé à nos lecteurs le *Démocrate chrétien*, petit écrit populaire à 10 centimes, publié par les libraires Jules Renouard, Lecoffre, Pagère et Hachette. Son auteur, M. G. de Gérando, avocat et ancien magistrat à la Cour d'appel de Paris, s'est proposé de montrer que les vrais principes démocratiques ont leur base dans l'Evangile, et ne doivent pas chercher ailleurs leurs développements pratiques. Une première édition, tirée à 5,000 exemplaires, va être suivie d'une seconde qui contiendra une addition sur la sanction donnée au droit de propriété par la doctrine apostolique. Ce succès a été bien compris et s'est déjà propagé selon ses intentions. Pourrions-nous mieux la caractériser que ne l'a fait M. de Lamartine dans ce passage remarquable d'une lettre adressée à l'auteur au mois de septembre dernier: « J'ai éprouvé en lisant cet excellent petit livre, l'émotion et la joie anticipée de tout le bien qu'il est appelé à faire. L'idée d'expliquer au peuple la démocratie par l'Evangile, et de lui faire lire ses droits et ses devoirs dans le texte sacré qui les divinise, est une véritable inspiration;

et le livre qui en est sorti, aura la sainte influence d'un bienfait moral. »

— Avec le spectacle que promet l'affiche il y aura foule ce soir aux Variétés.

DIORAMA. — C'est un des plus grands mérites de ce beau spectacle de plaire à tous les âges et d'offrir à chaque imagination des impressions qui la séduisent et la captivent.

Noël et les fêtes de la nouvelle année sont toujours pour lui une époque où les visiteurs abondent, et l'attrait de sa belle exposition en augmente encore le nombre cette année.

Bourse de Paris du 22 Décembre 1848.

Table with columns: AU COMPTANT, Précéd. clôture, Plus haut, Plus bas, Dernier cours. Rows include various financial instruments like 5 1/2 0/0, 3 0/0, 2 1/2 0/0, etc.

Table titled 'COURSES DE FER COTÉES AU PARQUET'. Columns: AU COMPTANT, Hier, Aujourd'hui, AU COMPTANT, Hier, Aujourd'hui. Rows include various iron products and their prices.

SPECTACLES DU 23 DECEMBRE.

THEATRE DE LA NATION. — THEATRE DE LA REPUBLIQUE. — L'École des Vieillards. OPERA-COMIQUE. — Le Val d'Andorre. ODEON. — Les Convenances d'argent. THEATRE-HISTORIQUE. — VAUDEVILLE. — La Propriété c'est le vol, Roger Bontems. GYMNASE. — Représentation extraordinaire. VARIÉTÉS. — Le Lion empaillé, Pauvre Jacques, Vautrin. THEATRE MONTANSIER. — Les Lampions de la veille. PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Livre noir, Tohubohu. GAITÉ. — Fualdès. THEATRE-COMIQUE. — Les Sept Péchés capitaux. CIRQUE. — La Poulx aux Oeufs d'or. THEATRE CHOSEUSE. — M^{me} de Genlis, Fontanarose, Noviva. FOLIES. — M. Pothin, Fontenay Coup-d'Épée, M^{me} Gibou. DELASSEMENTS COMIQUES. — Le Grenier de Béranger. DIORAMA. — Boul. B.-Nouv., 20. Vue de Chine; Fête des Lanternes.

Ventes immobilières.

AUDIENCES DES CRIÉES.

Paris MAISON ET DÉPENDANCES. Etude de M^e KIEFFER, avoué à Paris, rue Christine, 3. Vente sur folle enchère, en l'audience des saisiés immobilières du Tribunal civil de la Seine, à deux heures de relevée, le jeudi 4 janvier 1849. D'une MAISON et dépendances avec jardin, sise à Paris, rue d'Enfer St-Michel, 89, d'une contenance de 1,420 mètres environ. Cette maison a été vendue à l'audience des saisiés immobilières, le 23 mars 1847, moyennant 51,000 fr. Mise à prix : 45,000 fr. S'adresser pour les renseignements : 1^o A M^e KIEFFER, avoué poursuivant, rue Christine, 3, à Paris; 2^o A M^e FOUSSIER, avoué, administrateur judiciaire de l'étude de M^e Goujon, avoué décédé, rue de Cléry, 15; 3^o A M^e MORIN, avoué, rue Richelieu, 102. (8668)

Paris MAISON RUE DU ROCHER, 7. Etude de M^e GUILLET, avoué à Paris, rue Thiers, 2. Vente à l'audience des criées, le mercredi 27 décembre 1848, deux heures de relevée, d'une MAISON, rue du Rocher, 7 et 7 bis. Mise à prix : 40,000 fr. Revenu : environ 3,300 fr. S'adresser audit M^e GUILLET. (8676)

Versailles FERME DE LA BOULIE. Etude de M^e LECLÈRE, avoué à Versailles, rue de la Pompe, 12. Vente en l'audience des criées du Tribunal civil de Versailles, et en un seul lot. De la FERME DE LA BOULIE et ses dépendances, situées en la commune de Jouy-et-Josas, près Versailles, d'une contenance totale de 78 hectares 33 ares 40 centiares. Mise à prix : 410,000 fr. L'adjudication aura lieu le jeudi 11 janvier 1849, heure de midi, S'adresser pour les renseignements :

A Versailles : 1^o A M^e LECLÈRE, rue de la Pompe, 12; 2^o A M^e Legrand, place Hoche, 4; Et sur les lieux pour les visiter. (8677)

LE PETIT COMPOSITEUR MAGIQUE.

Jeu à l'aide duquel on peut, sans être musicien, composer des valse et des polkas à la papeterie Maron, cité bergère, 14, à Paris, et 152, Regent-street, à Londres, Maisons spéciales pour la belle et riche papeterie illustrée et enjolivée de tout ce que le luxe peut imaginer de plus séduisant : chiffres, emblèmes, armoiries; joli choix de boîtes à papier de toutes sortes, buvards, albums, portefeuilles, etc., etc.

TABLETTES DES RÉVOLUTIONS à 1848. 11, 30c. Rue Babylone, 62. Il faut lire ce petit livre. (1406)

MAISON BIÉTRY PÈRE, FILS & C^o. 402, rue Richelieu. — Châles cachemires, tricot cachemire pour robes, châles

de laine fabriqués avec les produits de leur filature. — Un numéro d'ordre et un cachet de garantie portant ces mots : *Garanti cachemire ou Garanti laine*, sont attachés à chaque objet avec l'étiquette du prix fixe. — Le numéro d'ordre et la garantie de la désignation sont reproduits sur la facture. — On expédie en province.

OPTIQUE, PHYSIQUE, MATHÉMATIQUES, ETC. M. BIANCHI père, opticien, ci-devant rue du Coq-Saint-Honoré, 11, est transféré même rue, 4, au 1^{er}, en face la maison Giron. On y trouve toujours, indépendamment des instruments de science et de précision qui s'exécutent à sa fabrique, rue de Sorbonne, un grand assortiment de lunettes, lorgnettes et jumelles de spectacle à des prix modérés. Dépôt de vieilleries d'Allemagne, avantageusement connues.

CIMENT ROGERS ou ÉMAIL INALPOMBER SES DENTS SOI-MÊME, facilement à la minute et sans douleur, se vend avec instructions 3 fr., chez tous les principaux

pharmaciens, et chez W^m ROGERS, inventeur des *Dents osanores*, rue St-Honoré, 270. N. B. Observer la signature et le cachet de l'inventeur sur chaque flacon. (Affranchir.) (1401)

DÉGÉNÉTAIS. Trésor de la poitrine, PATE DE DÉGÉNÉTAIS, PECTORALE ET SIROP PECTORAL, pour la guérison des rhumes, asthmes et affections de poitrine. MAISON D'EXPÉDITION, FAUBOURG MONTMARTRE, 10. Dépôt dans toutes les villes de France et de l'étranger. Prix de la boîte : 1 f. 50 c. (1404)

L'ANGLAIS SAÛS MAÎTRE, en 25 leçons, se vend chez l'auteur, Harding, Champion, 19, rue Choiseul, 2^e édit. Prix 3 f. 50, par la poste, 4 f. 25. (Affranchir.)

TRAITÉ des maladies de la vessie et de l'uretère, par le docteur DUBUCHET, Prix 5 fr. Consult. de midi à 4 h. Rue Taibout, 16.

ROB BOUYEAU-LAFFEITEUR pour guérir en secret les dartres, syphilis, etc. Rue Richer, 12. (1316)

Advertisement for 'GIRON' Exposition générale. Includes text: 'Bronzes d'Art', 'Ébénisterie', 'Maroquinerie', 'Nécessaires', 'Librairie Illustrée', 'JOUETS D'ENFANTS', 'CAUTÈRES SANS DOULEUR', 'POIS LEFERDRIEL'.

dans toutes les pharmacies bien assorties de Paris, des départements, et chez l'auteur, pharmacie LEPELLE-DRUEL, FAUBOURG MONTMARTRE, 76. Il y a des contrefaçons. (1394)

Advertisement for 'VINAIGRE AROMATIQUE DE BULLY'. Includes text: 'Ce vinaigre, le type des vinaigres de toilette, est depuis longtemps reconnu comme bien supérieur à ceux de Cologne pour les soins de la peau, la toilette des dames, les bains, et pour ses propriétés antiseptiques, et sa vogue méritée s'accroît de jour en jour.' Also includes 'Accouchement' and 'MALADIES DES FEMMES'.

Advertisement for 'AUX QUATRE PARTIES DU MONDE'. Includes text: 'Rue Rambuteau, 54, et rue Saint-Martin, 82. MAISON SPÉCIALE D'HABILLEMENTS POUR HOMMES À PRIX FIXE. HABILLEMENTS PALETOT PILOTE, PANTALON cuir laine, GILET nouveauté, Grand assortiment d'Habillements confectionnés et sur mesure, avec une différence de 30 et 40 pour cent sur les anciens prix.' Also includes 'AVIS' and 'Toutes les Annonces de MM. les Officiers ministériels...'.

La publication légale des Actes de Société est obligatoire, pour l'année 1848, dans les PETITES-AFFICHES, la GAZETTE DES TRIBUNAUX et LE DROIT.

Ventes mobilières.

VENTE PAR AUTORITÉ DE JUSTICE. Etude de M^e DETRE, huissier, rue du Temple, 94. En la place de la commune de Montmartre, le 24 décembre 1848, à midi. Consistant en balances, comptoirs, rayons, chaises, épiceries, etc. Au cri.

SOCIÉTÉS.

D'un acte sous seing privé, fait double à Paris le 9 décembre 1848, enregistré. Il appert que: M^{rs} M. le N. Nicolas BERTIN, demeurant à Paris, rue aux Fers, 28, d'une part; Et M^{rs} Jean-Marguerite LAFORGUE, demeurant à Paris, rue St-Denis, 232, d'autre part; Il a été formé sous la raison sociale J. BERTIN et LAFORGUE, une société en nom collectif, pour la fabrication et vente de passanterie. Chaque associé aura la signature sociale, mais il ne pourra l'employer que pour les besoins de la société; la société doit durer deux ans et quatre mois, à partir du 1^{er} septembre 1848, et finir le 31 décembre 1850. L'apport de chaque associé est de 10,000 fr. Pour extrait conforme. J.-N. BERTIN. (9905)

269 du gr.): Jugement du Tribunal de commerce de la Seine, séant à Paris, du 21 décembre 1848, lequel, en exécution de l'article 1^{er} du décret du 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs VALENTIN et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des dettes hypothécaires, siége à Paris, rue Geoffroy-Marie, 5; fixe provisoirement la date du 22 août 1848 pour la cessation de paiements; et fixe pour la cessation de paiements le 22 août 1848, et vu la déclaration faite au greffe, déclare en état de cessation de paiements les sieurs HENRI et C^o, Caisse de libération des